

Sommet du G7 - Communiqué

(Charlevoix, 09 juin 2018)

Nous, chefs d'Etat et de gouvernement du G7, nous sommes réunis à Charlevoix, au Québec, les 8 et 9 juin 2018, guidés par nos valeurs communes de liberté, de démocratie, d'état de droit et de respect des droits de l'Homme et notre détermination à promouvoir un ordre international fondé sur des règles de droit. En tant que dirigeants d'économies avancées et de grandes démocraties, nous sommes tous fermement déterminés à investir dans les femmes et les hommes, à satisfaire les besoins de nos concitoyens et à relever les défis mondiaux. Nous proclamons collectivement notre ferme détermination à parvenir à un environnement, un air et une eau propres. Nous sommes résolus à agir ensemble pour permettre un avenir sain, prospère, durable et juste pour tous.

Investir dans une croissance qui profite à tous

Nous avons la responsabilité commune d'agir ensemble pour stimuler une croissance économique durable qui profite à tous, et en particulier aux personnes les plus susceptibles d'être marginalisées. Nous saluons l'apport des changements technologiques et de l'intégration mondiale à la reprise économique mondiale et à l'augmentation de la création d'emplois. La situation économique mondiale continue de s'améliorer, mais un nombre insuffisant de nos concitoyens ont bénéficié de cette croissance économique. Si la résilience aux risques s'est améliorée au sein des économies de marché émergentes, les récentes évolutions des marchés nous rappellent nos vulnérabilités potentielles. Nous continuerons de suivre les évolutions des marchés et d'utiliser tous les instruments d'action pour encourager une croissance forte, durable, équilibrée et solidaire qui engendre une prospérité largement partagée. Nous réaffirmons nos engagements en matière de détermination des taux de change. Nous nous engageons à promouvoir des investissements connectés, durables et de qualité, notamment dans les infrastructures, afin de stimuler la croissance et la productivité et de créer des emplois de qualité. La croissance économique est indispensable pour améliorer le niveau de vie. Nous reconnaissons également que la production économique seule est insuffisante pour mesurer la réussite et qu'il est important de suivre d'autres indicateurs économiques et sociaux pour apprécier la prospérité et le bien-être. Nous sommes déterminés à supprimer les obstacles qui empêchent nos concitoyens, notamment les femmes et les personnes marginalisées, de prendre part pleinement à l'économie mondiale. Nous adoptons l'engagement de Charlevoix pour l'égalité et la croissance économique, qui renforce notre détermination à éliminer la pauvreté, à faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes, à promouvoir l'égalité de revenus, à garantir un meilleur accès aux ressources financières, et à offrir à tous un travail décent et une qualité de vie satisfaisante.

Pour veiller à ce que chacun paie sa juste part, nous échangerons sur nos approches et soutiendrons les efforts internationaux visant à permettre des systèmes fiscaux justes, progressifs, efficaces et efficients. Nous continuerons de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales en encourageant la mise en oeuvre mondiale de normes internationales et en luttant contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices. Les effets de la numérisation de l'économie sur le système fiscal international demeurent une question

essentielle. Nous saluons le rapport intérimaire de l'OCDE qui analyse les effets de la numérisation de l'économie sur le système fiscal international. Nous sommes déterminés à travailler ensemble pour parvenir à une solution de consensus d'ici à 2020.

Nous reconnaissons que le commerce et l'investissement libres, équitables et mutuellement bénéfiques, tout en produisant des bénéfices réciproques, sont des facteurs clés de la croissance et l'emploi. Nous réaffirmons notre attachement aux conclusions du Sommet du G20 de Hambourg sur les échanges commerciaux, soulignons en particulier le rôle indispensable d'un système commercial international fondé sur des règles et continuons de lutter contre le protectionnisme. Nous soulignons qu'il est important que les accords bilatéraux, régionaux et plurilatéraux soient ouverts, transparents, globaux et conformes aux exigences de l'OMC, et nous nous engageons à oeuvrer pour veiller à ce qu'ils complètent les accords commerciaux multilatéraux. Nous nous engageons à moderniser l'Organisation mondiale du commerce pour la rendre plus juste le plus rapidement possible. Nous nous efforçons de réduire les barrières tarifaires et non tarifaires et les subventions.

Nous agissons ensemble pour faire respecter les règles internationales existantes et élaborer de nouvelles règles le cas échéant, pour favoriser des règles de concurrence vraiment équitables, en luttant notamment contre les politiques et les pratiques non axées sur le marché et en remédiant à la protection inadaptée des droits de propriété intellectuelle comme les transferts de technologie forcés ou les vols permis par l'informatique. Nous appelons à lancer cette année des négociations pour élaborer des règles internationales plus fortes sur les subventions industrielles qui faussent la concurrence et les actions de distorsion du marché par des entreprises publiques. Nous appelons également les membres du Forum mondial sur les surcapacités de production d'acier à mettre en oeuvre intégralement et rapidement ses recommandations. Nous soulignons qu'il est urgent de mettre un terme aux surcapacités de production dans d'autres secteurs, comme l'aluminium et les technologies de pointe. Nous appelons le Groupe de travail international sur les crédits à l'exportation à élaborer dès que possible en 2019 un nouvel ensemble de principes directeurs pour les crédits à l'exportation soutenus par l'Etat.

Pour encourager la croissance et une participation équitable, qui profitent à tous, et pour assurer à nos concitoyens des vies saines et productives, nous nous engageons à soutenir des systèmes de santé forts et durables qui permettent l'accès à des soins de qualité à un coût abordable, et nous sommes déterminés à accorder une plus grande attention à la santé mentale. Nous encourageons les efforts pour promouvoir et protéger la santé et le bien-être des femmes et des adolescentes grâce à des soins de santé fondés sur les données scientifiques et grâce à des informations en matière de santé. Nous reconnaissons le rôle essentiel de l'Organisation mondiale de la santé dans les situations d'urgence sanitaire, notamment grâce au Fonds de réserve pour les situations d'urgence et au Mécanisme de financement d'urgence pour la lutte contre les pandémies de la Banque mondiale, et soulignons que ces dispositifs doivent encore être améliorés et qu'ils nécessitent en permanence des financements durables. Nous réaffirmons notre engagement à aider nos 76 partenaires à améliorer l'application du Règlement sanitaire international, notamment grâce à la mise en place de plans d'action nationaux chiffrés et à l'utilisation de diverses sources de financement et de ressources provenant d'acteurs multiples. Nous coordonnerons nos efforts mondiaux pour lutter contre la résistance aux antimicrobiens et en ferons une priorité, dans le cadre d'une approche "une seule santé". Nous intensifierons nos efforts pour éliminer la tuberculose et ses formes résistantes. Nous réaffirmons notre détermination à oeuvrer avec nos partenaires pour éradiquer la poliomyélite et gérer efficacement la période de transition suivant son éradication. Nous

affirmons notre soutien à la réussite de la reconstitution des ressources financières du Fonds mondial en 2019.

Les financements publics, notamment l'aide publique au développement et la mobilisation de ressources nationales, sont nécessaires pour progresser vers la réalisation des Objectifs de développement durable du Programme de développement durable à l'horizon 2030, mais ne suffisent pas à soutenir la croissance économique et le développement durable qui sont nécessaires pour sortir toutes les populations de la pauvreté. En conséquence, nous avons adopté l'Engagement de Charlevoix sur les financements innovants pour le développement, afin d'encourager la croissance économique dans les économies en développement et de permettre une plus grande égalité des chances au niveau national et international. Nous continuerons d'investir dans des infrastructures de qualité en libre accès. Compte tenu de l'augmentation du niveau de la dette des pays à faibles revenus et de l'importance de la soutenabilité de la dette, nous appelons à une plus grande transparence en matière de dette, non seulement de la part des pays débiteurs à faibles revenus, mais également de la part des prêteurs souverains émergents et des créanciers du secteur privé. Nous soutenons les travaux en cours du Club de Paris, principale enceinte internationale de restructuration de la dette bilatérale officielle, en vue d'une plus grande intégration des créanciers émergents. Nous sommes conscients de l'intérêt d'une aide humanitaire et au développement qui encourage une plus grande égalité des chances et l'égalité entre les femmes et les hommes, et privilégie les plus vulnérables, et nous continuerons d'oeuvrer pour élaborer des modèles de financement innovant pour veiller à ce que personne ne soit oublié.

Se préparer aux emplois de demain

Nous sommes déterminés à veiller à ce que tous les travailleurs aient accès aux compétences et à la formation nécessaires pour prospérer et s'adapter au nouveau monde du travail induit par l'innovation et les technologies émergentes. Nous encouragerons l'innovation auprès des générations actuelles et futures de travailleurs grâce à une culture de l'apprentissage tout au long de la vie. Nous renforcerons l'enseignement et la formation axés sur le marché, en particulier pour les filles et les femmes dans les domaines de la science, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM). Nous reconnaissons qu'il est nécessaire de supprimer les obstacles à l'accès des femmes à des postes décisionnels et à des possibilités égales de participation à tous les domaines du marché du travail, notamment en mettant fin aux violences, à la discrimination et au harcèlement sur le lieu de travail et dans la vie courante. Nous réfléchissons à des approches innovantes de l'apprentissage et de la formation professionnelle, ainsi qu'à des possibilités de mobiliser les employeurs et d'améliorer l'accès à la formation en entreprise.

Nous rappelons qu'il est important d'agir pour rendre les systèmes de protection sociale plus efficaces et plus efficaces et mettre en place des conditions de travail de qualité pour les travailleurs, notamment pour ceux occupant des emplois atypiques. Développer la communication et la coopération entre les pouvoirs publics, les entreprises, les partenaires sociaux, les établissements de formation et les autres acteurs concernés sera indispensable pour préparer les travailleurs à s'adapter et à réussir dans le nouveau monde du travail. Pour concrétiser les bénéfices de l'intelligence artificielle, nous adoptons la Vision commune de Charlevoix sur l'avenir de l'intelligence artificielle. Nous reconnaissons qu'une approche de l'intelligence artificielle centrée sur l'humain a le pouvoir de nous fournir de nouvelles sources de croissance économique, d'apporter des bénéfices considérables à nos sociétés et de nous

permettre de relever certains des défis les plus urgents.

Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et l'autonomisation des femmes

Nous sommes conscients du fait que l'égalité entre les femmes et les hommes est indispensable au respect des droits de l'Homme et est une nécessité économique et sociale. Les inégalités entre les femmes et les hommes perdurent toutefois, malgré des décennies d'engagements internationaux pour supprimer ces différences. Nous continuerons d'agir pour supprimer les obstacles à la participation et à la prise de décisions des femmes dans les domaines politiques, économiques et sociaux, ainsi que pour accroître les possibilités de tous de participer de manière égale à tous les domaines du marché du travail. Nos actions permettront d'encourager la pleine participation économique des femmes en oeuvrant pour réduire les écarts de salaires entre les femmes et les hommes, en soutenant les femmes chefs d'entreprise et entrepreneurs et en reconnaissant la valeur du travail non rémunéré des aidants.

L'égalité d'accès à une éducation de qualité est essentielle pour parvenir à l'autonomisation des filles et des femmes et leur offrir des chances égales, en particulier dans les zones en développement et dans les pays en proie à un conflit. Par la Déclaration de Charlevoix pour une éducation de qualité des filles, des adolescentes et des femmes dans les pays en développement, nous prouvons notre détermination à renforcer les possibilités d'accès de tous à une éducation sûre et de qualité pour au moins 12 ans et à supprimer les obstacles à une éducation de qualité pour les filles et les femmes, notamment en situation d'urgence et dans les Etats fragiles ou en proie à un conflit. Nous sommes conscients du fait que les filles marginalisées, par exemple celles en situation de handicap, se heurtent à des obstacles supplémentaires pour accéder à l'éducation.

Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et mettre un terme aux violences faites aux filles et aux femmes profite à tout le monde et est une responsabilité commune dans laquelle tous, notamment les hommes et les garçons, doivent jouer un rôle essentiel. Nous adoptons l'Engagement de Charlevoix à mettre un terme aux violences, aux mauvais traitements et au harcèlement sexuel et sexiste dans les environnements numériques et sommes résolus à mettre un terme à toutes les formes de violence sexuelle et sexiste. Nous oeuvrons pour un avenir dans lequel les droits de l'Homme sont protégés de la même manière hors ligne et en ligne, et dans lequel tout le monde disposera des mêmes possibilités de participation à des actions politiques, sociales, économiques et culturelles.

Bâtir un monde plus sûr et plus pacifique

Nous partageons la responsabilité de bâtir un monde plus pacifique et plus sûr, tout en reconnaissant que le respect des droits de l'Homme, l'état de droit et l'égalité des chances sont nécessaires pour assurer une sécurité durable et une croissance économique profitant à tous. Les enjeux mondiaux de sécurité auxquels nous sommes confrontés sont complexes et mouvants et nous sommes déterminés à agir ensemble pour combattre le terrorisme. Nous accueillons avec satisfaction les conclusions de la conférence internationale sur la lutte contre le financement du terrorisme organisée à Paris les 25 et 26 avril 2018. Les combattants terroristes étrangers doivent rendre compte de leurs actions devant la justice. Nous sommes déterminés à combattre les utilisations de l'internet à des fins terroristes, y compris comme

outil de recrutement, de formation, de propagande et de financement, et en travaillant avec des partenaires tels que le Forum mondial de l'internet contre le terrorisme. Nous soulignons qu'il est important de prendre des mesures concrètes pour éradiquer la traite des êtres humains, le travail forcé, le travail des enfants et toutes les formes d'esclavage, y compris l'esclavage moderne.

Reconnaissant que des pays fonctionnant de manière plus égalitaire sont aussi plus stables, plus pacifiques et plus démocratiques, nous sommes déterminés à renforcer la mise en oeuvre du Programme pour les femmes, la paix et la sécurité. Les mesures tenant compte des disparités entre les sexes et notamment la participation des femmes et les perspectives de prévention et d'éradication du terrorisme sont essentielles pour parvenir à des résultats réels et durables, assurer leur protection contre les violences sexuelles et sexistes et empêcher d'autres abus et violations des droits de l'Homme.

Nous nous engageons à prendre des mesures concertées pour réagir face aux acteurs étrangers qui cherchent à fragiliser nos sociétés et nos institutions démocratiques, nos processus électoraux, notre souveraineté et notre sécurité, comme énoncé dans l'Engagement de Charlevoix pour la protection de la démocratie contre les menaces étrangères. Nous reconnaissons que ces menaces, en particulier celles qui émanent d'acteurs étatiques, ne pèsent pas seulement sur les pays du G7, mais aussi sur la paix et la sécurité internationales, ainsi que sur l'ordre international fondé sur des règles de droit. Nous appelons les autres Etats à se joindre à nous pour lutter contre ces menaces croissantes, en renforçant la résilience et la sécurité de nos institutions, de nos économies et de nos sociétés, et en prenant des mesures concertées pour identifier ceux qui pourraient nous nuire et leur demander des comptes.

Nous continuons d'exhorter la Corée du Nord à démanteler toutes ses armes de destruction massive de manière complète, vérifiable et irréversible (ADM) et missiles balistiques ainsi que ses programmes et installations connexes. Nous prenons acte des évolutions récentes, notamment de l'annonce faite par la Corée du Nord d'un moratoire sur les essais nucléaires et les tirs de missiles balistiques, de l'engagement de dénucléarisation pris le 27 avril dans la déclaration de Panmunjom sous réserve d'une mise en oeuvre totale et de la fermeture apparente du site d'essais nucléaires de Punggye-ri le 24 mai, mais nous rappelons l'importance d'une dénucléarisation totale. Le démantèlement de l'ensemble de ses ADM et missiles balistiques permettra un avenir plus constructif pour l'ensemble des habitants de la péninsule coréenne et offrira une chance de prospérité au peuple de la Corée du Nord qui souffre depuis trop longtemps. Cependant, il faut faire davantage et nous appelons tous les Etats à maintenir de fortes pressions, notamment par la mise en oeuvre totale des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies, pour exhorter la Corée du Nord à changer de cap et à prendre des mesures décisives irréversibles. Dans ce contexte, nous appelons à nouveau la Corée du Nord à respecter les droits de l'Homme de ses habitants et à régler immédiatement le problème des enlèvements.

Nous demandons instamment à la Russie de cesser son comportement déstabilisateur qui fragilise les systèmes démocratiques, ainsi que son soutien au régime syrien. Nous condamnons l'attentat au gaz neurotoxique de niveau militaire commis à Salisbury (Royaume-Uni). Nous sommes d'accord avec l'évaluation du Royaume-Uni selon laquelle il est très probable que la Fédération de Russie porte la responsabilité de cet attentat et qu'il n'existe pas d'autre explication plausible. Nous appelons instamment la Russie à honorer ses obligations internationales et ses responsabilités de membre permanent du Conseil de sécurité

des Nations unies en préservant la paix et la sécurité internationales. Cependant, nous continuerons de dialoguer avec la Russie pour régler les crises régionales et relever les défis mondiaux lorsque nos intérêts sont en jeu. Nous réaffirmons notre condamnation de l'annexion illégale de la Crimée et notre soutien constant à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues. Nous restons déterminés à aider l'Ukraine à mettre en oeuvre son programme de réformes nécessaire et ambitieux. Nous rappelons que le maintien des sanctions est clairement déterminé par l'incapacité de la Russie à démontrer la mise en oeuvre complète de ses engagements pris dans le cadre des accords de Minsk et le respect de la souveraineté de l'Ukraine ; nous soutenons sans réserve les efforts déployés dans le cadre du Format Normandie et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe afin de trouver une solution au conflit en Ukraine orientale. Si ses actions le rendent nécessaire, nous sommes également prêts à prendre d'autres mesures de restriction afin d'augmenter le coût pour la Russie. Nous restons déterminés à soutenir la société civile russe et à dialoguer et investir dans des relations interpersonnelles.

Nous condamnons fermement la brutalité meurtrière de Daech et son oppression des populations civiles se trouvant sous son contrôle. Nous restons déterminés, en tant que communauté internationale, à éradiquer Daech et son idéologie odieuse. En Syrie, nous condamnons également l'utilisation répétée et moralement répréhensible d'armes chimiques par le régime syrien et par Daech. Nous appelons les soutiens du régime à garantir le respect par celui-ci de son obligation de déclarer et de démanteler les armes chimiques restantes. Nous déplorons le fait que la Syrie ait assumé la présidence de la Conférence du désarmement en mai compte tenu de son mépris constant et flagrant des normes et accords internationaux en termes de non-prolifération. Nous réaffirmons notre attachement collectif à la Convention sur les armes chimiques et nous appelons tous les Etats à soutenir la prochaine conférence extraordinaire des Etats Parties à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et à oeuvrer ensemble pour renforcer la capacité de l'OIAC à promouvoir la mise en oeuvre de la Convention. Nous appelons les pays qui ne l'ont pas encore fait à adhérer au Partenariat international contre l'impunité de l'utilisation d'armes chimiques. Nous appelons de nos vœux un gouvernement non sectaire, crédible et ouvert à tous en Syrie, facilité par des élections libres et équitables organisées dans le respect des normes internationales les plus strictes en termes de transparence et de responsabilité, tous les Syriens, y compris les membres de la diaspora, étant libres d'y participer.

Nous restons préoccupés par la situation en mer de Chine orientale et en mer de Chine du sud, et nous réaffirmons notre ferme opposition à toute action unilatérale susceptible de provoquer une escalade des tensions et de fragiliser la stabilité régionale et l'ordre international fondé sur des règles de droit. Nous exhortons toutes les parties à rechercher la démilitarisation de toutes les zones disputées. Nous sommes déterminés à adopter une position ferme face aux violations des droits de l'Homme, à la traite des êtres humains et à la corruption partout dans le monde, qui atteignent les populations vulnérables, et nous appelons la communauté internationale à prendre des mesures fortes contre cette violation partout dans le monde. Nous nous félicitons des engagements pris récemment par la Birmanie et nous nous engageons à coordonner les efforts déployés pour bâtir une paix durable et soutenir la transition démocratique en Birmanie, notamment dans le contexte de l'actuelle crise concernant les Rohingyas, pour permettre l'accès humanitaire sûr et sans entrave et le retour des réfugiés et des personnes déplacées dans des conditions sûres, volontaires et dignes. Nous sommes vivement préoccupés par le non-respect des droits de l'Homme et des principes démocratiques fondamentaux au Vénézuéla, et par la spirale de la crise économique et ses répercussions humanitaires. Nous exprimons notre préoccupation face à la dégradation constante de la situation au Yémen et nous réitérons notre appel à toutes les parties pour qu'elles se conforment totalement au droit

international humanitaire et au droit des droits de l'Homme.

Reconnaissant la menace que le programme de missiles balistiques de l'Iran fait peser sur la paix et la sécurité internationales, nous demandons à l'Iran de s'abstenir de tous tirs de missiles balistiques, qui sont incompatibles avec la résolution 2231 du Conseil de sécurité des Nations unies, y compris toutes ses annexes, et qui sont déstabilisants pour la région, et de cesser la prolifération de la technologie des missiles. Nous sommes déterminés à veiller en permanence à ce que le programme nucléaire de l'Iran demeure pacifique, conformément à ses obligations internationales et à son engagement à ne jamais chercher à se procurer, mettre au point ou acquérir d'arme nucléaire. Nous condamnons tous les soutiens financiers au terrorisme, notamment aux groupes terroristes financés par l'Iran. Nous appelons également l'Iran à jouer un rôle constructif en contribuant aux efforts de lutte contre le terrorisme pour trouver des solutions politiques et parvenir à la réconciliation et à la paix dans la région.

Nous restons préoccupés par le conflit israélo-palestinien, notamment au vu des derniers événements. Nous sommes favorables à la reprise rapide des négociations de paix substantielles entre Israéliens et Palestiniens afin de parvenir à une solution négociée qui garantisse la paix et la sécurité des deux parties. Nous soulignons combien il est important de remédier dès que possible à la situation humanitaire et de sécurité dans la bande de Gaza, situation dramatique et qui ne fait qu'empirer.

La sécurité, la stabilité et le développement durable de l'Afrique sont au premier rang de nos priorités et nous réaffirmons notre soutien aux initiatives menées par les Africains, y compris au niveau régional. Nous réaffirmons notre volonté de travailler en partenariat avec le continent africain, en appui à l'Agenda 2063 de l'Union africaine, afin de réaliser le potentiel de l'Afrique. Nous encouragerons le renforcement des capacités africaines à mieux prévenir et gérer les crises et les conflits et à mieux y répondre, ainsi qu'à renforcer les institutions démocratiques. Nous réaffirmons notre attachement à la stabilisation et à l'unité de la Libye, ainsi qu'à la démocratie dans le pays, qui sont essentiels pour la stabilité de la région méditerranéenne et de l'Europe. Nous soutenons les efforts déployés par M. Ghassan Salamé, représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, afin de mettre en oeuvre un processus politique inclusif sur la base de son plan d'action, et nous encourageons tous les Libyens et tous les acteurs de la région à maintenir leur engagement constructif, comme énoncé dans la déclaration du président du Conseil de sécurité des Nations unies en juin 2018. Nous soutenons les efforts déployés par le président du Conseil et le gouvernement d'entente nationale pour consolider les institutions de l'Etat.

Travailler ensemble sur les changements climatiques, les océans et l'énergie propre

Une planète en bonne santé et une croissance économique durable se renforcent mutuellement. Nous mettons donc en oeuvre des mesures à l'échelle mondiale pour un avenir durable et résilient qui crée des emplois pour nos concitoyens. Nous soutenons fermement une large participation et le rôle moteur des jeunes, des filles et des femmes dans la promotion du développement durable. Nous proclamons ensemble notre ferme détermination à disposer d'un environnement, d'un air et d'une eau propres et de sols sains. Nous nous engageons à poursuivre les mesures en cours pour renforcer notre sécurité énergétique collective et à montrer l'exemple pour faire en sorte que nos systèmes énergétiques continuent d'engendrer une croissance économique durable. Nous reconnaissons que chaque pays peut tracer sa voie

pour parvenir à un avenir sobre en carbone. Nous attendons avec intérêt l'adoption d'un ensemble commun de lignes directrices lors de la vingt-quatrième Conférence des Parties (COP 24) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

L'Allemagne, la France, le Canada, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et l'Union européenne réaffirment leur ferme détermination à mettre en oeuvre l'Accord de Paris grâce à une action climatique ambitieuse, notamment en réduisant les émissions tout en stimulant l'innovation, en renforçant les capacités d'adaptation, en consolidant et finançant la résilience et en diminuant les vulnérabilités, ainsi qu'en garantissant une transition juste et en intensifiant les efforts pour mobiliser des moyens de financement de l'action climatique provenant d'un large éventail de sources. Nous avons discuté du rôle essentiel des transitions énergétiques grâce au développement de technologies énergétiques propres de marché et de l'importance de la tarification du carbone, de la coopération et de l'innovation technologiques pour continuer de faire progresser la croissance économique et de protéger l'environnement dans le cadre de systèmes énergétiques durables, résilients et sobres en carbone, ainsi que pour financer les capacités d'adaptation. Nous réaffirmons l'engagement que nous avons pris envers nos concitoyens de réduire la pollution de l'air et de l'eau et nos émissions de gaz à effet de serre pour parvenir à une économie mondiale neutre en carbone durant la seconde moitié du siècle. Nous nous félicitons de l'adoption par l'Assemblée générale des Nations unies d'une résolution intitulée "Vers un pacte mondial pour l'environnement" et nous attendons avec intérêt la présentation d'un rapport du Secrétaire général lors de la prochaine Assemblée générale.

L'Allemagne, la France, le Canada, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et l'Union européenne promouvront la lutte contre le changement climatique par des partenariats en collaboration et travailleront avec tous les partenaires intéressés, à tous les échelons de l'administration, locale, autochtone, communautés côtières isolées et petits Etats insulaires, ainsi qu'avec le secteur privé, les organisations internationales et la société civile pour recenser et évaluer les lacunes de l'action publique, les besoins et les bonnes pratiques. Nous reconnaissons la contribution des conférences One Planet à cet effort collectif.

Les Etats-Unis considèrent que la croissance économique et le développement durables dépendent d'un accès universel à des sources d'énergie fiables et à un coût abordable. Ils sont attachés aux actions actuelles de renforcement de la sécurité énergétique collective mondiale, notamment par des mesures favorisant des marchés mondiaux ouverts, diversifiés, transparents, liquides et sûrs pour toutes les sources d'énergie. Les Etats-Unis continueront à promouvoir la sécurité énergétique et la croissance économique d'une façon qui améliore la santé des océans et de l'environnement, tout en augmentant les investissements publics-privés dans les infrastructures et les technologies énergétiques qui améliorent la capacité des pays à produire, transporter et utiliser toutes les sources d'énergie disponibles, en fonction de la situation nationale propre à chacun. Les Etats-Unis s'efforceront de travailler en étroite coopération avec les autres pays pour leur permettre d'accéder aux combustibles fossiles et de les utiliser de manière plus propre et plus efficiente et pour favoriser le déploiement des énergies renouvelables et d'autres sources d'énergie propre, compte tenu de l'importance accordée à l'accès à l'énergie et à la sécurité énergétique dans leurs contributions prévues déterminées au niveau national. Les Etats-Unis sont convaincus du rôle essentiel de la transition énergétique grâce au développement de technologies énergétiques propres axées sur le marché et à l'importance de la coopération et de l'innovation technologiques pour continuer à faire progresser la croissance économique et protéger l'environnement dans le cadre de systèmes énergétiques durables, résilients et propres. Les Etats-Unis rappellent leur

engagement à faire progresser la croissance économique durable et soulignent l'importance d'une action constante pour réduire la pollution de l'air et de l'eau.

Reconnaissant que des océans et des mers en bonne santé soutiennent directement les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et la prospérité économique de milliards de personnes, nous nous sommes réunis avec les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Afrique du Sud, de l'Argentine, du Bangladesh, d'Haïti, de la Jamaïque, du Kenya, des îles Marshall, de la Norvège, du Rwanda (président de l'Union africaine), du Sénégal, des Seychelles et du Vietnam, ainsi qu'avec les directeurs des Nations unies, du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour discuter des mesures concrètes de protection de la santé des environnements marins et garantir une utilisation durable des ressources marines dans le cadre d'un programme renouvelé destiné à renforcer la protection de la biodiversité mondiale. Nous adoptons le Plan d'action de Charlevoix pour des mers et des océans sains et des communautés côtières résilientes, et nous améliorerons notre connaissance des océans, favoriserons la durabilité des océans et des pêcheries, soutiendrons la résilience des côtes et des communautés côtières et lutterons contre les déchets plastiques et les déchets marins dans les océans. Reconnaissant que les plastiques jouent un rôle important dans notre économie et dans notre vie quotidienne mais que l'approche actuelle de la production, l'utilisation, la gestion et l'élimination des plastiques constitue une menace significative pour l'environnement marin, les moyens de subsistance et potentiellement pour la santé humaine, nous, chefs d'Etat et de gouvernement du Canada, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et du Royaume-Uni, président de la Commission européenne et président du Conseil européen, adoptons la Charte du G7 sur la pollution plastique des océans.

Conclusion

Nous avons la responsabilité commune d'agir ensemble pour stimuler une croissance économique durable qui profite à tous, et en particulier aux personnes les plus susceptibles d'être marginalisées. Nous tenons à remercier nos concitoyens, la société civile, le Conseil consultatif sur l'égalité des sexes, les groupes d'engagement officiels du G7 et d'autres partenaires pour leurs contributions précieuses à la présidence canadienne. Nous nous félicitons de la proposition du président français d'accueillir notre prochain Sommet en 2019 et de son engagement à continuer de diriger les travaux du G7 sur notre programme d'action commun./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)